



Communiqué de Presse

Paris, le 9 décembre 2008

Rassemblement unitaire pour le logement : une journée nationale d'action le 13 décembre 2008

Les cinq associations nationales de locataires, les cinq organisations syndicales représentatives ont signé un appel commun intitulé « Exigeons de l'État une politique du logement et des moyens financiers à la hauteur de l'urgence ! ». Dans le cadre de ce rassemblement unitaire, elles organisent une journée nationale d'action le 13 décembre contre le désengagement financier de l'État et contre la loi Boutin avec un temps fort : la manifestation nationale, à Paris, à partir de 14h, du métro Duroc au ministère du Logement.

Alors que le mal-logement et la précarité gagnent partout du terrain, les organisations ne peuvent plus se taire. Aujourd'hui, trouver un logement à un coût abordable est devenu une course d'obstacles ; s'y maintenir demande un effort financier toujours plus lourd pour les familles, alors que les salaires stagnent et le pouvoir d'achat baisse.

Face à cette situation, l'État ne joue pas son rôle de garant du droit au logement. Bien au contraire :

- Le désengagement financier de l'État prend des proportions inédites, en totale contradiction avec la récente loi sur le « Droit au logement opposable » (budget 2009 en baisse de 7%);
- Les engagements pris en matière d'hébergement ne seront pas non plus tenus, malgré des structures saturées et un évident manque de moyens;
- Toute la politique publique du logement est mise à mal avec la loi Boutin : mépris de l'exigence de mixité sociale dans les HLM ; aucune mesure pour sécuriser les emprunts de longue durée ou agir sur l'augmentation des charges de copropriété ; rien pour encadrer les loyers anormalement élevés du secteur privé.

Les organisations signataires de l'appel exigent :

- Une politique ambitieuse de production de logements sociaux, appuyée sur des moyens financiers conséquents ;
- Un programme de logements-relais et de places d'hébergement pour faire face à l'urgence, avec un suivi social adapté ;
- Le retour au « 1% logement » et une utilisation des fonds récoltés conforme aux missions d'intérêt général définies par les partenaires sociaux.

Les contacts presse

AFOC : Valérie GERVAIS - Tél. 06 60 43 86 97- @ : vgervais@afoc.net
CGL : Marc RIBIS - Tél. 01 40 54 60 83 - @ : info@lacgl.fr
CLCV : Thierry SANIEZ - Tél. 01 56 54 32 81 / 06 82 18 86 64 - @ : t.saniez@clcv.org
CNL : Stéphanie SOTISON - Tél. 01 48 57 18 40 - @ : stephanie.sotison@lacnl.com
CSF : Jean-Baptiste WILLAUME - Tél. 01 44 89 86 80 - @ : jbwillaume@la-csf.org
CFDT : Lahouari BOUBEKEUR - Tél. 06 72 39 70 23 - @ : lboubekour@cfdt-iledefrance.fr
CFE-CGC : Jean-Frédéric DREYFUS - Tél. 01.55.30.12.12 - @ : jeanfrederic.dreyfus@cfecgc.fr
CFTC : Jean DE MATHAN - Tél. 01 44 52 49 00 - @ : jdemathan@cftc.fr
CGT : Anne LE LOARER - Tél. 06 89 78 69 34 - @ : anne.leloarer@laposte.net
FO : Bernard LOTH - Tél. 06 87 82 63 83 - @ : lothbernard@gmail.com